



ARRETE N° 2022-A-DGAFMN-048
en date du 5 juillet 2022

portant déport
de Madame Lydie NOIRAULT
Conseillère Départementale

RENDU EXECUTOIRE LE

06 JUL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2131-11,

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de la Commission Permanente du Conseil Départemental,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Madame Lydie NOIRAULT, en sa qualité de Conseillère Départementale, n'exerce aucune compétence et ne pourra prendre part à aucun débat, aucune décision ou aucune délibération, qu'il s'agisse de sa préparation, de son instruction par les agents départementaux, de sa présentation ou de son vote, concernant toute affaire relative à :

- l'association Mission Locale Rurale Centre et Sud Vienne,
- la Régie Vienne Numérique.

ARTICLE 2 :

Lorsqu'une décision concernant l'une des associations ou l'un des organismes mentionnés à l'article 1 est soumise au vote du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente, Madame Lydie NOIRAULT s'abstient d'exercer ses compétences ; elle ne peut donner aucune instruction aux autres membres du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

ARTICLE 4 :

Le Président du Conseil Départemental et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département laviennne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressée.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le 5 juillet 2022

Le Président du Conseil Départemental,

Alain PICHON